

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID 11/66 C3-2024-024

mettant en demeure la SARL Les Carrières de MONTJOI de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2014297-0014 du 24 novembre 2014 autorisant la SARL Les Carrières de MONTJOI à exploiter la carrière située au lieu-dit « Lauza del Frayzié » sur le territoire de la commune de Montjoi.

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 et R.516-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Mme Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014297-0014 du 24 novembre 2014, autorisant la SARL Les Carrières de MONTJOI à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de la commune de Montjoi, au lieu-dit «Lauza del Frayzié» et en particulier son article 5 relatif à la constitution des garanties financières ;

Vu l'acte de cautionnement n° 00325541 établi par la Banque populaire au profit de la SARL des carrières de Montjoi le 20 octobre 2021, expirant le 9 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 avril 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire conformément à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que selon les dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 24 novembre 2014, l'exploitation de la carrière de la SARL Les carrières de Montjoi est conditionnée à la constitution de garanties financières ;

Considérant que depuis l'expiration le 9 décembre 2023 de l'acte de cautionnement susvisé, la carrière de la SARL Les carrières de Montjoi est exploitée sans avoir renouvelé ses garanties financières ;

Considérant que cette absence de garantie financière est susceptible d'obérer la remise en état du site après exploitation, en cas d'exploitant défaillant ;

Considérant dès lors que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la SARL des carrières de Montjoi de respecter les prescriptions de l'article 5 susvisé de l'arrêté préfectoral susvisé du 24 novembre 2014, concernant la constitution et le renouvellement des garanties financières afin d'assurer la protection des intéressés visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE

La SARL DES CARRIÈRES DE MONTJOI, exploitant une carrière sise au lieu-dit «Lauza del Frayzié» sur le territoire de la commune de Montjoi, est mise en demeure de respecter, dans un délai **d'un mois** après la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 susvisé de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 novembre 2014, en transmettant à l'inspection des installations classées une attestation en vigueur de constitution des garanties financières pour l'exploitation de cette carrière.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 :INFORMATION DES TIERS

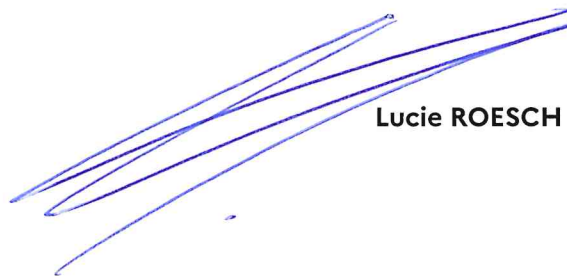
Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 :EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Montjoi sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Montjoi, à la SARL DES CARRIÈRES DE MONTJOI dont le siège social est situé au lieu-dit « Lauza del Frayzié » 11330 MONTJOI.

Fait à Carcassonne le **29 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Lucie ROESCH

